ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 17 novembre 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut des agences de voyages", a donné le 11 janvier 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e november 1965 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut van de reisbureaus", heeft de 11e januari 1966 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Le projet comporte 36 articles. Ces articles sont répartis dans trois titres, qui se divisent eux-mêmes en chapitres. Parfois ceux-ci se subdivisent encore en sections.

L'importance du projet ne semble pas justifier autant de subdivisions. Il est proposé de diviser le projet comme suit :

Chapitre I. Mise en vigueur de la loi (article 1er).
Chapitre II. Catégories et conditions d'octroi des autorisations (articles 2 à 12).
Chapitre III. Octroi, retrait et suspension des autorisations. Recours (articles 13 à 19).
Chapitre IV. Obligations des titulaires d'autorisations (articles 20 à 22 et articles 33 et 34).
Chapitre V. Mise en jeu du cautionnement (articles 23 à 32).
Chapitre VI. Dispositions transitoires et finales.

\+

\+ \+

EXAMEN DU TEXTE.

Article 1er.

Le projet étant divisé en titres, il convient que l'article 1er fasse l'objet, soit d'un titre dans le système du projet, soit d'un chapitre dans le système proposé ci-dessus.

.../...

Les mots "mise en vigueur de la loi" qui précèdent l'article ler doivent , si le Gouvernement maintient toutes les subdivisions du projet,être complétés par l'indication de la date de la loi.

Article 2.

Il n'appartient pas au pouvoir exécutif, dans un texte réglementaire, d'ajouter à la loi des termes qui en constitueraient une interprétation. Pareille interprétation appartient au juge ou au législateur lui-même . Il y a donc lieu de supprimer les mots "comme entrepreneur ou sous-entrepreneur" , et les mots "individuels ou en groupe".

L'article 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 2.-

§ ler. Il existe trois catégories d'autorisations permettant d'exercer les activités énumérées dans l'article ler de la loi du 21 avril 1965 :

1° l'autorisation de la catégorie A qui permet :

a) l'organisation et la vente de voyages ou de séjours à forfait;

b) la vente, en qualité d'intermédiaire, de voyages ou de séjours à forfait organisés par des tiers, de billets pour tous moyens de transport, de bons de logement et de bons de repas;

2° l'autorisation de la catégorie B qui permet la vente, en qualité d'intermédiaire, de voyages ou de séjours à forfait organisés par des tiers, de billets pour tous moyens de transport, de bons de logement et de bons de repas;

.../...

3° ... (comme au projet, en supprimant au a les mots "comme entrepreneur ou sous-entrepreneur"...).

§ 2. ... (comme au projet) ... ".

Article 3.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Cet âge est ramené à celui de 21 ans accomplis en faveur du conjoint survivant ou des descendants du chef d'entreprise qui a exercé régulièrement jusqu'à son décès une des activités énumérées dans l'article 2".

Article 4.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 4.-

Le demandeur d'autorisation ou les personnes chargées de la gestion journalière de l'entreprise doivent être de nationalité belge ou être ressortissants d'un des Etats membres ou associés de la Communauté économique européenne.

A condition qu'ils résident de façon permanente en Belgique, une autorisation peut également être octroyée aux apatrides et aux ressortissants d'un Etat qui accorde aux Belges une réciprocité équivalente.

Les sociétés de droit étranger qui ne relèvent d'aucun des Etats membres ou associés de la Communauté économique européenne doivent relever d'un Etat qui accorde une réciprocité équivalente aux sociétés de droit belge et posséder un siège d'opérations permanent en Belgique".

Article 5.

En vertu de cet article, l'octroi d'une autorisation est subordonné à l'accomplissement d'un stage pratique (article 4, 1°, b, de la loi), dont la durée varie selon la catégorie de l'autorisation. Dans chaque cas, cette durée est réduite en faveur des titulaires d'un diplôme d'une école professionnelle de tourisme agréée par le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions.

Il n'existe pas d'"école professionnelle de tourisme". Toutefois, le Centre d'enseignement et de recherches des industries alimentaires (C.E.R.I.A.) possède une section supérieure pour la formation de techniciens du tourisme. D'après les explications du fonctionnaire délégué, ces études pourront être prises en considération pour la réduction de la durée du stage.

L'expression "école professionnelle de tourisme" ne paraît pas, dès lors, répondre exactement à l'intention du Gouvernement. Afin d'éviter des contestations sur la portée de cette expression, il est proposé, dans le texte ci-après, de la remplacer par les mots "enseignement relatif au tourisme".

Le projet n'indique pas les conditions auxquelles les écoles de tourisme pourront être agréées par le Ministre. Il ne peut cependant être contesté que, par les avantages qui sont attachés à la possession du diplôme qu'elle délivre, l'école agréée bénéficie d'un régime particulièrement favorable.

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de donner, en cette matière, un pouvoir discrétionnaire au Ministre, il échet d'observer que l'exercice de ce pouvoir

.../...

n'échappe pas, pour autant, à toute règle et qu'il reste, notamment, soumis au principe inscrit dans l'article 6 de la Constitution et au contrôle juridictionnel du Conseil d'Etat.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 5 :

"Article 5.-

§ 1er. Le demandeur d'une autorisation de la catégorie A ou les personnes chargées de la gestion journalière de l'entreprise doivent faire la preuve qu'ils ont participé à l'exercice des activités décrites à l'article 2 pendant cinq années, dont au moins une en qualité de préposé à l'émission de billets de transport et une en qualité de préposé à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours à forfait.

Si l'intéressé a suivi avec fruit l'enseignement relatif au tourisme dans un établissement agréé à cette fin par le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, cette durée est réduite à deux années, dont une en qualité de préposé à l'émission de billets de transport et une en qualité de préposé à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours à forfait.

§ 2. Le demandeur d'une autorisation de la catégorie B ou les personnes chargées de la gestion journalière de l'entreprise doivent faire la preuve qu'ils ont participé à l'exercice des activités décrites à l'article 2 pendant trois années, dont au moins une en qualité de préposé à l'émission de billets de transport.

.../...

Si l'intéressé a suivi avec fruit un enseignement relatif au tourisme dans un établissement agréé à cette fin par le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions , cette durée est réduite à un an en qualité de préposé à l'émission de billets de transport.

§ 3. Le demandeur d'une autorisation de la catégorie C ou les personnes chargées de la gestion journalière de l'entreprise doivent faire la preuve qu'ils ont participé à l'exercice des activités décrites à l'article 2 pendant un an au moins et, en outre, qu'ils ont participé à des activités dans une exploitation d'autocar pendant deux années au moins.

Si l'intéressé a suivi avec fruit un enseignement relatif au tourisme dans un établissement agréé à cette fin par le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, l'exercice d'activités dans une exploitation d'autocar pendant deux années au moins suffit ".

Article 6.

Au § 1er, d'après les explications du fonctionnaire délégué, l'hypothèse est la suivante :

.../...

une agence est titulaire d'une autorisation de la catégorie A, mais sa succursale n'exerce que l'activité pour laquelle une autorisation de la catégorie B suffit. Les personnes chargées de la gestion journalière de la succursale ne devront réunir que les conditions exigées pour l'octroi d'une autorisation de la catégorie B.

Le texte serait plus précis si les mots "d'une entreprise dont les activités sont analogues à celles de la succursale" étaient remplacés par : "d'une entreprise qui exerce les mêmes activités que la succursale".

Le § 2 correspondrait mieux à l'intention du Gouvernement s'il était rédigé comme suit :

"§ 2. Quand les activités de la succursale se limitent à la vente de voyages ou de séjours à forfait pour compte de la seule entreprise dont elle dépend, les personnes chargées de la gestion journalière de cette succursale ne sont pas soumises aux conditions de compétence professionnelle imposées par le présent arrêté".

.../...

Article 7.

Cet article vise le cas où l'autorisation a été accordée alors que les conditions relatives aux personnes (âge - nationalité - compétence professionnelle) sont réunies par la personne chargée de la gestion de l'entreprise.

Le départ de cette personne doit être signalé au commissaire général au tourisme. Son remplacement doit avoir lieu dans les six mois.

Le projet ne paraît pas traduire parfaitement cette intention. Il peut se faire, en effet, que ce ne soit pas la personne chargée de la gestion journalière qui réunisse les conditions imposées.

D'autre part, il serait préférable de fixer le délai dans lequel le commissaire général doit être averti.

Il est proposé de rédiger l'article 7 comme suit :

"Article 7.-

Quand l'autorisation a été accordée eu égard au fait que les conditions prévues aux articles 3, 4 et 5, sont réunies par la personne chargée de la gestion journalière, le départ de cette personne doit être signalé au commissaire général au tourisme dans un délai de ... jours.

Le remplacement de cette personne doit avoir lieu dans les six mois".

.../...

Article 8.

Cet article est applicable à tous les demandeurs d'autorisation, sauf aux associations sans but lucratif.

Il serait, dès lors, préférable de rédiger l'alinéa 1er d'une manière tout à fait générale et d'exclure expressément de l'application de cet article les associations sans but lucratif.

Le dernier alinéa signifie que, pour les sociétés commerciales, le capital social doit, en tout cas, être entièrement libéré à concurrence des montants fixés dans l'alinéa 1er. Cette idée n'est pas exprimée très clairement.

Il est proposé de rédiger l'article 8 comme suit :

"Article 8.-

Le demandeur d'autorisation doit justifier l'existence d'un capital du montant suivant :

- pour une autorisation de la catégorie A : 500.000 francs;
- pour une autorisation de la catégorie B : 300.000 francs;
- pour une autorisation de la catégorie C : 300.000 francs.

Le capital des sociétés doit être entièrement libéré à concurrence des montants fixés dans l'alinéa 1er.

Le présent article n'est pas applicable aux associations sans but lucratif".

.../...

Article 9.

L'article 9 gagnerait à être rédigé comme suit, sous réserve de l'observation faite à propos de l'article 23 :

"Article 9.-

§ 1er. Le demandeur d'autorisation doit justifier la constitution d'un cautionnement du montant suivant :

1. pour une autorisation des catégories A ou C, si l'entreprise vend ses voyages ou séjours à forfait essentiellement par l'intermédiaire d'autres agences de voyages, quel que soit le nombre de ses employés ou de ses autocars : 2.000.000 de francs;

2. pour une autorisation de la catégorie A, si l'entreprise occupe :

- plus de 10 employés : 1.000.000 de francs;
- de 6 à 10 employés : 800.000 francs;
- de 3 à 5 employés : 600.000 francs,
- 2 employés au plus : 300.000 francs;

3 pour une autorisation de la catégorie B : 300.000 francs;

4. pour une autorisation de la catégorie C, si l'entreprise exploite :

- plus de 15 autocars : 600.000 francs;
- de 11 à 15 autocars : 500.000 francs;
- de 6 à 10 autocars : 400.000 francs;
- de 1 à 5 autocars : 300.000 francs.

.../...

§ 2. Pour l'application du § 1er, il est tenu compte :

- des employés occupés par l'entreprise, y compris ses succursales, au moment de la demande et, ensuite, le 1er juillet de chaque année;
- des autocars affectés par l'entreprise, y compris ses succursales, à l'organisation de voyages ou séjours à forfait au cours de l'année précédant celle de la demande et, ensuite, au cours de chaque année.

Le montant du cautionnement doit être rajusté, s'il échet, dans le premier cas, avant l'expiration du mois de juillet et, dans le second cas, avant l'expiration du mois de janvier de l'année qui suit l'année de référence".

Article 10.

Il serait préférable de réunir dans le § 1er tous les modes de constitution du cautionnement et de réserver le § 2 à l'énumération des valeurs qui sont admises.

L'article serait rédigé comme suit :

"Article 10.-

§ 1er. Le cautionnement peut être constitué en numéraire ou en valeurs; il peut aussi consister en la caution solidaire d'une banque ou d'une compagnie d'assurances agréées à cette fin par le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions.

.../.

§ 2. Sont admis pour la constitution d'un cautionnement en valeurs :

1° les fonds publics belges et les valeurs garanties par l'Etat belge;

2° les obligations de la société anonyme du Crédit communal de Belgique, de la Société nationale de crédit à l'industrie et de la Société nationale des chemins de fer belges;

3° les obligations des provinces et des communes".

Article 11.

La valeur du cautionnement étant déterminé par les prix-courants de l'administration de l'enregistrement, il serait plus clair de rédiger comme suit le début du troisième alinéa : "S'il résulte de deux prix -courants successifs que la valeur du cautionnement a diminué de plus de 15 p.c. ... (comme au projet) ... ".

Articles 13 et 14.

L'article 14 ne constituant qu'un complément de l'article 13, il est suggéré de réunir ces deux articles en un article unique.

Tel que le 2° est rédigé, cette disposition exigerait la production de tous les actes publiés depuis la constitution de la société. Telle ne semble pas être l'intention du Gouvernement. Il conviendrait en conséquence de préciser quels actes doivent être produits.

.../...

Au 7° du § 1er de l'article 14, si la modification proposée pour l'article 9, § 2, est retenue, les mots "à prendre en considération" devraient être remplacés par "dont il doit être tenu compte".

Dans la même disposition, les mots "au point de vue du nombre ... " gagneraient à être remplacés par "quant au nombre ... ".

L'article 13 serait, en conséquence, rédigé comme suit :

"Article 13.-

La demande d'autorisation est adressée au commissaire général au tourisme par lettre recommandée à la poste.

Elle doit être accompagnée des documents suivants :

1° à 6° ... (comme au projet, sous réserve de l'observation faite pour le 2°) ... ;

7° un bulletin d'information donnant les caractéristiques de l'entreprise, notamment quant au nombre des succursales et des employés ou des autocars dont il doit être tenu compte pour la détermination du montant du cautionnement;

8° ... (comme au projet) ... ;

Il doit être fait usage ... (comme au projet) ...".

Le numérotage des articles devra être modifié en conséquence.

.../...

Article 15.

Alors que d'après l'article 3 de la loi, la procédure à organiser par le Roi doit assurer notamment le droit pour l'intéressé d'être entendu avant toute décision de refus, le projet n'assure ce droit d'aucune manière. Il doit être complété sur ce point.

Aux termes du dernier alinéa de cet article, l'absence de notification dans le délai équivaut au refus de l'autorisation; cette disposition appelle deux observations.

1. La conséquence que le projet attache à l'écoulement du délai ne se concilie pas avec l'obligation de motiver les décisions refusant l'autorisation. Le fait que le refus serait acquis par la seule expiration du délai est de nature à enlever toute portée réelle à la règle de la motivation, puisqu'il suffira que le commissaire général au tourisme laisse s'écouler le délai de nonante jours pour que l'autorisation soit refusée sans qu'il doive en donner les motifs.

La motivation des décisions en la matière constitue une garantie importante pour le demandeur. D'après le projet, il appartiendra, en fait, au commissaire général au tourisme d'accorder ou de refuser cette garantie selon que sa décision sera expresse ou implicite. Ce système n'assure pas les droits de la défense que la loi a entendu sauvegarder par son article 3.

2. La conséquence attachée à l'absence de notification dans le délai est d'autant plus critiquable que cette formalité est indépendante de la décision elle-même et peut ne pas dépendre de l'autorité qui l'a prise (négligence d'un agent d'exécution, retard de la poste, etc...).

.../...

Article 16.

L'alinéa 1er est inutile, l'article 1er de la loi disposant déjà que nul ne peut sans autorisation exercer l'activité réglementée.

En tout état de cause, le mot "Toutefois" par lequel débute l'alinéa 2 doit être omis.

Article 17.

Cet article devrait figurer avant l'article 16.

Article 18.

Le § 1er de cet article gagnerait à être rédigé comme suit :

" § 1er. Dans les cas prévus à l'article 6 de la loi du 21 avril 1965 portant statut des agences de voyages, l'autorisation peut être suspendue ou retirée par le commissaire général au tourisme, par décision motivée notifiée par lettre recommandée à la poste et après avis motivé de la section compétente du comité technique".

La rédaction suivante est proposée pour la fin du § 2 :

"En même temps, il saisit la section compétente du comité technique".

.../...

Article 19.

En ce qui concerne l'alinéa 2,le Conseil d'Etat se réfère à l'observation faite au sujet de l'article 15, alinéa 4.

Article 20.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Le commissaire général au tourisme remet au titulaire d'une autorisation délivrée conformément à l'article 1er, § 1er ou § 2,1°, de la loi du 21 avril 1965, un écusson qui reste la propriété de l'Etat et qui doit être apposé visiblement sur l'établissement à proximité de l'entrée destinée au public.

Il est remis autant d'écussons que l'entreprise compte de succursales".

Article 21.

Dans un souci d'uniformité, il est proposé de reproduire dans cet article les termes employés dans l'article 5, 6°, de la loi et de remplacer, en conséquence, les mots "sur tous documents, correspondances et publicité de nature commerciale" par les mots "sur les documents professionnels et dans la publicité".

.../.

Article 22.

Au 1, d, le mot "sollicité" pourrait être omis.

Le 1, e, serait mieux rédigé comme suit :

"e) de ne pas employer les fonds versés par un client à des fins étrangères à celles de l'entreprise et de restituer sans retard aux clients les fonds qui leur sont dus ".

Sub 3, a et c, l'expression "les produits de ses activités" est peu adéquate. Le mot "activités" suffit.

Article 23.

L'alinéa 1er n'a d'autre portée que de rappeler l'objet du cautionnement qui, selon les termes de la loi, est "destiné à la garantie exclusive des engagements professionnels".

Cet alinéa pourrait donc être omis. Il n'est d'ailleurs pas à sa place dans un chapitre relatif à la mise en jeu du cautionnement. Si le Gouvernement tenait, malgré tout, à rappeler la destination du cautionnement, il serait préférable de compléter à cet égard l'article 9 du projet, dont le début pourrait être rédigé comme suit :

"Article 9.-

Le demandeur d'autorisation doit justifier de la constitution d'un cautionnement destiné à la garantie exclusive de ses engagements professionnels.

.../...

La valeur de ce cautionnement est fixée comme suit ... ".

L'alinéa 2 de l'article 23 deviendrait l'alinéa 2 de l'article 24 du projet. Le numérotage des articles devrait être modifié en conséquence.

Article 24.

Compte tenu des modifications proposées ci-dessus, l'article 24 serait rédigé comme suit :

"Le cautionnement ne peut être mis en jeu que si le paiement des créances garanties est réclamé conformément aux dispositions qui suivent.

Il ne peut toutefois servir au paiement de créanciers déjà pourvus d'une autre garantie, dans la limite de celle-ci".

Article 25.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 3 comme suit :

"Toutes ces communications seront faites par lettre recommandée à la poste".

Article 26.

A la fin du § 1er, les mots "comme prévu au paragraphe 2" devraient être remplacés par "conformémen au § 2".

.../.

L'alinéa 2 du § 1er serait mieux à sa place dans le § 3.

Au § 2, alinéa 2, les obligations de la caution solidaire ressortiraient plus clairement si elles étaient énoncées de manière plus générale et affirmative. D'autre part, il est proposé de renvoyer à l'article 32 du projet la disposition relative au retrait de l'agréation.

L'alinéa 2 pourrait être rédigé comme suit :

"La caution solidaire dispose d'un délai d'un mois à partir de la lettre recommandée du commissaire général au tourisme, pour effectuer le paiement. Elle doit, dans le même délai, informer de ce paiement le commissaire général au tourisme par lettre recommandée à la poste".

Comme pour l'alinéa 2 du § 1er, il est proposé de renvoyer l'alinéa 3 du § 2 dans le § 3.

Le § 3 pourrait être rédigé comme suit :

"§ 3. Le commissaire général au tourisme avise le créancier du paiement de la créance.

En cas de contestation, il informe le créancier qu'il peut éventuellement exercer ses droits sur le cautionnement par les voies légales ordinaires.

Le cas ou le créancier contredit le paiement et le cas où la caution solidaire n'exécute pas ses obligations dans le délai prévu au § 2 sont considérés comme des contestations".

.../...

Article 27.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'augmentation de 10 p.c. du montant du cautionnement a pour but de décourager les titulaires d'une autorisation, de se servir du cautionnement comme d'une sorte d'ouverture de crédit.

Cette augmentation du cautionnement, calculée suivant un pourcentage, a le caractère d'une pénalisation pour les titulaires d'autorisation qui n'auraient pas satisfait à leurs engagements.

Cette disposition manque de fondement légal : la loi énumère limitativement, dans l'article 6, les cas où une sanction administrative peut être infligée, cette sanction consistant, par ailleurs, dans la suspension ou le retrait de l'autorisation.

Sans doute, l'article 5, 1°, de la loi permet au Roi de déterminer les règles concernant les modalités de reconstitution du cautionnement. Mais ces règles ne peuvent s'entendre que des règles selon lesquelles le cautionnement, tel que le montant en a été fixé par application de l'article 4, 2°, b, de la loi - c'est-à-dire dans l'article 9 du projet -, doit être reconstitué. Elles ne peuvent avoir pour objet de faire varier, selon un certain pourcentage, à l'occasion de la reconstitution du cautionnement, le montant de ce dernier.

.../...

Article 29.

Les mots "du présent arrêté" doivent être omis.

Article 30.

Dans un but de clarté et d'uniformité il s'indiquerait que la mention qui doit figurer sur les documents prévus à cet article, soit fixée par l'arrêté lui-même.

L'article 30 devrait être rédigé comme suit :

"Tout bon de commande et toute facture émanant du titulaire d'une autorisation doivent mentionner au recto ou au verso - mais dans ce cas un renvoi doit figurer clairement au recto - le fait que ses engagements professionnels ... (comme au projet) ... ".

Article 31.

Le dernier alinéa de l'article prévoit que le cautionnement subsiste pour la garantie des créances dont le paiement a été réclamé dans les six mois qui suivent la libération du cautionnement.

Le projet ne prévoit aucune publicité de la date de cette libération et, par conséquent, les créanciers demeureront dans l'ignorance de ce délai.

.../...

Il est proposé de rédiger l'article 31 comme suit :

"Article ....

§ 1er. Le cautionnement est libéré dans les cas et aux dates ci-après :

1° en cas de cessation effective et définitive des activités couvertes par l'autorisation : à la date de la réception par le commissaire général au tourisme de la lettre recommandée à la poste qui lui notifie la cessation de ces activités;

2° si la caution solidaire déclare se dégager de ses obligations : à l'expiration d'un délai de trois mois prenant cours à la date de la réception par le commissaire général au tourisme de la lettre recommandée à la poste qui le lui notifie;

3° en cas de retrait de l'agréation de la caution solidaire : le dixième jour après celui de l'envoi de la lettre recommandée à la poste qui notifie à la caution solidaire le retrait de l'agréation.

§ 2. Le cautionnement subsiste pour la garantie des créances nées avant sa libération dont le paiement a été réclamé conformément à l'article 25 et au plus tard dans les six mois qui suivent la date de la libération".

Article 32.

Si la modification proposée pour l'article 26, § 2, alinéa 2, est retenue, il s'indiquerait d'insérer dans cet article un alinéa 2 rédigé comme suit :

.../...

"L'agréation peut être retirée, notamment quand la caution solidaire n'a pas satisfait aux obligations qui lui sont imposées par l'article (26, § 2) ".

A l'alinéa 2, qui deviendrait l'alinéa 3, les mots "Dans ce cas" devraient être remplacés par "En cas de retrait de l'agréation".

Article 34.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Le titulaire d'une autorisation est tenu de fournir annuellement les renseignements se rapportant à l'industrie du tourisme que le commissaire général au tourisme lui demande".

Article 36.

Il est proposé de rédiger l'article 36 comme suit :

"En cas d'application de l'article (35, § 1er), sont dispensées des conditions relatives à l'âge, à la nationalité et à la compétence professionnelle :

1. Les personnes physiques qui ont exercé l'activité visée dans l'article 1er, §§ 1er et 2, de la loi du 21 avril 1965 portant statut des agences de voyages pendant un an au moins avant l'entrée en vigueur de cette loi.

2. S'il s'agit d'une personne morale, les personnes chargées de la gestion journalière de l'entreprise qui y exerçaient leurs activités depuis un an au moins avant l'entrée en vigueur de la même loi".

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontwerp telt 36 artikelen, gespreid over drie titels die zelf in hoofdstukken zijn ingedeeld. Sommige van die hoofdstukken zijn dan nog in afdelingen onderverdeeld.

Zoveel onderverdelingen lijkt de omvang van het ontwerp niet te wettigen. Voorgesteld wordt, het ontwerp als volgt in te delen :

Hoofdstuk I. Inwerkingstelling van de wet (artikel 1).
Hoofdstuk II. Categorieën van vergunningen en toekennings-voorwaarden (artikelen 2 tot 12).
Hoofdstuk III. Toekenning, intrekking en schorsing van vergunningen. Beroep (artikelen 13 tot 19).
Hoofdstuk IV. Verplichtingen van de vergunninghouders (artikelen 20 tot 22 en artikelen 33 en 34).
Hoofdstuk V. Gebruikmaken van de borgtocht (artikelen 23 tot 32).
Hoofdstuk VI. Overgangs- en slotbepalingen.

\+
\+ \+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1.

Gelet op de indeling van het ontwerp, moet artikel 1 een titel of een hoofdstuk vormen naargelang de indeling van het ontwerp dan wel de hiervoren voorgestelde indeling wordt aangenomen.

.../...

Als de Regering alle onderverdelingen van het ontwerp handhaaft, moeten de woorden "Inwerkingtreding (beter: inwerkingstelling) van de wet" worden aangevuld met de datum van de wet.

Artikel 2.

Het staat de uitvoerende macht niet, in een verordeningstekst termen aan de wet toe te voegen waardoor die wet wordt geïnterpreteerd. Zodanige interpretatie is zaak van de rechter of van de wetgever zelf. De woorden "als aannemer of onderaannemer" en de woorden "individuele of groeps-" moeten dus worden geschrapt.

Artikel 2 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 2.-

§ 1. Er zijn drie categorieën van vergunningen voor het uitoefenen van de in artikel 1 van de wet van 21 april 1965 genoemde werkzaamheden :

1° vergunning van categorie A voor :
   a) de organisatie en de verkoop van reizen of verblijven tegen een vaste som ;
   b) de verkoop, als tussenpersoon, van door derden georganiseerde reizen of verblijven tegen een vaste som, van biljetten voor alle vervoermiddelen, van logiesbons en van maaltijdbons ;

2° vergunning van categorie B voor de verkoop als tussenpersoon, van door derden georganiseerde reizen of verblijven tegen een vaste som, van biljetten voor alle vervoermiddelen, van logiesbons en van maaltijdbons ;

.../...

3° vergunning van categorie C aan autocarexploitanten verleend voor :

a) de organisatie en de verkoop van reizen of verblijven tegen een vaste som wanneer het grootste deel van het vervoer per autocar moet geschieden ;

b) de verkoop als tussenpersoon van reizen of verblijven die door derden, houders van één der in dit artikel bedoelde vergunningen,worden georganiseerd tegen een vaste som, wanneer het grootste deel van het vervoer per autocar moet geschieden.

§ 2. Eenzelfde natuurlijke of rechtspersoon mag geen houder van vergunningen van verschillende categorieën zijn".

Artikel 3.

Voorgesteld wordt, het tweede lid als volgt te lezen :

"Die leeftijd wordt teruggebracht op volle 21 jaar voor de overlevende echtgenoot of de afstammelingen van het ondernemingshoofd dat tot aan zijn overlijden een van de in artikel 2 genoemde werkzaamheden regelmatig heeft uitgeoefend".

Artikel 4.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 4.-

De vergunningaanvrager of de met het dagelijks beheer van de onderneming belaste personen moeten de Belgische nationaliteit bezitten of onderdaan van een der Lid- of geassocieerde Staten van de Europese Economische Gemeenschap zijn.

Vergunning kan ook worden verleend aan Staatlozen en aan onderdanen van een Staat die aan Belgen een gelijkwaardige wederkerigheid toekent, op voorwaarde dat zij bestendig in België verblijven.

Vennootschappen naar buitenlands recht die niet behoren tot één der Lid- of geassocieerde Staten van de Europese Economische Gemeenschap moeten behoren tot een Staat die een gelijkwaardige wederkerigheid toekent aan vennootschappen naar Belgisch recht en een bestendige werkzetel in België hebben".

Artikel 5.

Krachtens dit artikel is het verlenen van een vergunning ondergeschikt aan het doormaken van een praktische proeftijd (artikel 4, 1°, b, van de wet), waarvan de duur verschilt naar gelang van de categorie van de vergunning. In elk geval wordt die duur verminderd voor houders van een diploma van een "toeristische beroepsschool" erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort.

Een "toeristische beroepsschool" bestaat echter niet. In het Centrum voor Onderwijs en Opzoeking der Voedings- en Chemische Bedrijven (C.O.O.V.B.) is er echter wel een hogere afdeling voor opleiding van technici inzake toerisme. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zouden die studies in aanmerking kunnen komen voor het verkorten van de proeftijd.

.../...

De term "toeristische beroepsschool" lijkt derhalve niet geschikt om de bedoeling van de Regering weer te geven. Om geschillen dienaangaande te voorkomen, worden die woorden in de hierna voorgestelde tekst vervangen door de woorden "onderwijs betreffende het toerisme".

Het ontwerp zegt niet onder welke voorwaarden scholen voor toerisme door de Minister zullen kunnen worden erkend. Toch kan niet worden betwist dat de erkende school, wegens de voordelen die aan het door haar afgegeven diploma zijn verbonden, een bijzonder gunstige regeling geniet.

Ligt het in de bedoeling van de Regering terzake aan de Minister discretionnaire bevoegdheid te verlenen, dan valt op te merken dat de uitoefening van die bevoegdheid daarom nog niet aan iedere regel ontkomt en onder meer onderworpen blijft aan het beginsel van artikel 6 van de Grondwet en aan de jurisdictionele controle van de Raad van State.

Voorgesteld wordt, artikel 5 als volgt te lezen :

"Artikel 5.-

§ 1. De aanvrager van een vergunning van categorie A of degenen die met het dagelijks beheer van de onderneming belast zijn, moeten het bewijs leveren dat zij aan werkzaamheden als omschreven in artikel 2 hebben deelgenomen gedurende vijf jaar, waarvan ten minste één als aangestelde voor de uitgifte van vervoerbiljetten en één als aangestelde voor de organisatie en de verkoop van reizen of verblijven tegen een vaste som.

Als de betrokkene met goed gevolg onderwijs betreffende het toerisme gevolgd heeft in een inrichting daartoe erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, wordt die duur verminderd tot twee jaar waarvan één als aangestelde voor de uitgifte van vervoerbiljetten en één als aangestelde voor de organisatie en de verkoop van reizen of verblijven tegen een vaste som.

§ 2. De aanvrager van een vergunning van categorie B of degenen die met het dagelijks beheer van de onderneming belast zijn, moeten het bewijs leveren dat zij aan werkzaamheden als omschreven in artikel 2 hebben deelgenomen gedurende drie jaar, waarvan ten minste één als aangestelde voor de uitgifte van vervoerbiljetten.

Als de betrokkene met goed gevolg onderwijs betreffende het toerisme gevolgd heeft in een inrichting daartoe erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, wordt die duur verminderd tot één jaar als aangestelde voor de uitgifte van vervoerbiljetten.

§ 3. De aanvrager van een vergunning van categorie C of degenen die met het dagelijks beheer van de onderneming belast zijn, moeten het bewijs leveren dat zij aan werkzaamheden als omschreven in artikel 2 hebben deelgenomen gedurende ten minste één jaar en bovendien aan werkzaamheden in een autocarexploitatie gedurende ten minste twee jaar.

.../...

Als de betrokkene met goed gevolg onderwijs betreffende het toerisme gevolgd heeft in een inrichting daartoe erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, volstaat de uitoefening van werkzaamheden in een autocarexploitatie gedurende ten minste twee jaar".

Artikel 6.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, wordt in § 1 van de volgende veronderstelling uitgegaan : een bureau bezit een vergunning van categorie A, maar het bijhuis van dat bureau oefent alleen de werkmzaamheid uit waarvoor een vergunning van categorie B voldoende is. De personen belast met het dagelijks beheer van het bijhuis zullen alleen moeten voldoen aan de eisen voor toekenning van een vergunning van categorie B.

De tekst zou duidelijker zijn als hij als volgt werd gelezen : "De eisen inzake beroepsbekwaamheid waaraan moet worden voldaan door degenen die met het dagelijks beheer van een bijhuis zijn belast, zijn die waaraan moet worden voldaan door degenen die belast zijn met het dagelijks beheer van een onderneming die dezelfde werkzaamheden uitoefent als het bijhuis".

.../...

Paragraaf 2 zou de bedoeling van de Regering beter weergeven, indien hij als volgt werd gelezen :

"§ 2. Als het bijhuis alleen maar reizen of verblijven tegen een vaste som verkoopt, uitsluitend voor rekening van de onderneming waarvan het afhangt, moeten degenen die met het dagelijks beheer van dat bijhuis belast zijn niet voldoen aan de in dit besluit voorgeschreven eisen inzake beroepsbekwaamheid".

Artikel 7.

Dit artikel beoogt het geval dat de vergunning verleend is als degene die met het dagelijks beheer van de onderneming belast is, voldoet aan de voorwaarden betreffende de personen (leeftijd - nationaliteit - beroepsbekwaamheid).

Als die persoon heengaat, moet daarvan kennis worden gegeven aan de commissaris-generaal voor toerisme. Hij moet binnen zes maanden worden vervangen.

Dit komt in het ontwerp niet geheel tot uiting. Het kan immers zo zijn dat een andere dan de met het dagelijks beheer belaste persoon aan de opgelegde voorwaarden voldoet.

Anderzijds lijkt het verkieslijk te zeggen, binnen welke termijn de commissaris-generaal voor toerisme moet worden verwittigd.

.../...

Voorgesteld wordt, artikel 7 als volgt te lezen :

"Artikel 7.-

Als de vergunning verleend is op grond van het feit dat aan de voorwaarden van de artikelen 3, 4 en 5 is voldaan door degene die met het dagelijks beheer belast is, moet het heengaan van die persoon binnen ... dagen ter kennis van de commissaris-generaal voor toerisme worden gebracht.

Die persoon moet binnen zes maanden worden vervangen"

Artikel 8.

Dit artikel is van toepassing op alle vergunningaanvragers, behalve op verenigingen zonder winstoogmerk.

Het ware derhalve verkieslijk, het eerste lid in zeer algemene bewoordingen te stellen en daarbij de verenigingen zonder winstoogmerk uitdrukkelijk van de toepassing van dit artikel uit te sluiten.

Het laatste lid betekent dat, voor de handelsvennootschappen, het maatschappelijk kapitaal in ieder geval moet volgestort zijn tot het beloop van de in het eerste lid bepaalde bedragen. Dit komt niet zeer duidelijk tot uiting.

Voorgesteld wordt, artikel 8 als volgt te lezen :

"Artikel 8.-

De vergunningaanvrager moet het bewijs leveren dat het volgend kapitaal voorhanden is :

- voor een vergunning van categorie A : 500.000 frank ;
- voor een vergunning van categorie B : 300.000 frank ;
- voor een vergunning van categorie C : 300.000 frank.

/

Het kapitaal van de vennootschappen moet volgestort zijn tot de in het eerste lid bepaalde bedragen.

Dit artikel is niet van toepassing op verenigingen zonder winstoogmerk".

Artikel 9.

Artikel 9 kan beter als volgt worden gelezen onder voorbehoud van hetgeen bij artikel 23 wordt opgemerkt:

"Artikel 9.-

§ 1. De vergunningaanvrager moet het bewijs leveren dat hij een borgtocht heeft gesteld tot een beloop van :

1. Voor een vergunning van de categorieën A of C als de onderneming haar reizen of verblijven tegen een vaste som overwegend verkoopt door toedoen van andere reisbureaus, ongeacht het getal van haar bedienden of van haar autocars : 2.000.000 frank;

2. Voor een vergunning van categorie A, als de onderneming te werk stelt :

- meer dan 10 bedienden : 1.000.000 frank ;
- van 6 tot 10 bedienden : 800.000 frank ;
- van 3 tot 5 bedienden : 600.000 frank ;
- 2 bedienden ten hoogste : 300.000 frank ;

3. Voor een vergunning van categorie B : 300.000 frank;

.../...

4. voor een vergunning van categorie C, als de onderneming exploiteert :

- meer dan 15 autocars : 600.000 frank ;
- van 11 tot 15 autocars : 500.000 frank ;
- van 6 tot 10 autocars : 400.000 frank ;
- van 1 tot 5 autocars : 300.000 frank.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 wordt rekening gehouden met :

- de bedienden die door de onderneming, met inbegrip van haar bijhuizen,te werk gesteld zijn op het tijdstip van de aanvraag, en vervolgens op 1 juli van ieder jaar ;
- de autocars door de onderneming, met inbegrip van haar bijhuizen, aangewend voor de organisatie van reizen of verblijven tegen een vaste som in de loop van het jaar vóór dat van de aanvraag en vervolgens in de loop van ieder jaar.

Het bedrag van de borgtocht moet, als daartoe grond is,worden aangepast, in het eerste geval vóór het verstrijken van de maand juli en in het tweede geval vóór het verstrijken van de maand januari van het jaar volgend op het referentiejaar".

.../...

Artikel 10.

Het ware verkieslijk, § 1 geheel te wijden aan de verschillende wijzen waarop de borgtocht wordt gesteld en in § 2 alleen te zeggen welke waarden daarvoor in aanmerking komen.

Het artikel zou dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 10.-

§ 1. De borgtocht mag bestaan in geld of in waarden ; hij mag ook bestaan in de hoofdelijke borg van een bank of van een verzekeringsmaatschappij daartoe erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort.

§ 2. Voor het stellen van een borgtocht in waarden komen in aanmerking :

1° Belgische overheidsfondsen en door de Belgische Staat gewaarborgde waarden ;
2° obligaties van de naamloze vennootschap van het Gemeentekrediet van België, van de Nationale Maatschappij voor krediet aan de nijverheid en van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ;
3° obligaties van provincies en gemeenten".

Artikel 11.

Aangezien de waarde van de borgtocht bepaald wordt door de prijscouranten van het bestuur der registratie en domeinen, ware het begin van het derde lid duidelijker als volgt :

.../...

"Als uit twee opeenvolgende prijscouranten blijkt dat de waarde van de borgtocht met meer dan 15 t. gedaald is ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikelen 13 en 14.

Artikel 14 is slechts een aanvulling van artikel 13, zodat beide artikelen tot één kunnen worden verwerkt.

Zoals de tekst onder 2° van artikel 14 van het ontwerp gesteld is, zouden alle akten die bekendgemaakt zijn sedert de oprichting van de vennootschap moeten worden overgelegd. Zo bedoelt de Regering het blijkbaar niet. Daarom zegge men welke akten juist moeten worden overgelegd.

Als de voor artikel 9, § 2, voorgestelde wijziging wordt aangenomen, moeten in artikel 14, § 1, 7°, de woorden "in aanmerking te nemen" worden vervangen door "waarmede rekening moet worden gehouden".

In de Franse tekst van dezelfde bepaling vervange men de woorden "au point de vue du nombre ..." door "quant au nombre ...".

.../....

Artikel 13 zou dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 13.-

De aanvraag om vergunning wordt bij een ter post aangetekende brief gericht aan de commissaris-generaal voor toerisme.

Bij de aanvraag moeten de volgende stukken worden gevoegd :

1° tot 6° (zoals in het ontwerp, onder voorbehoud van de opmerking bij 2°) ;
7° een inlichtingsblad met de kenmerken van de onderneming, inzonderheid wat betreft het getal van de bijhuizen en van de bedienden of autocars waarmede rekening moet worden gehouden voor het bepalen van het bedrag van de borgtocht ;
8° ... (zoals in het ontwerp) ...

Er moet gebruik worden gemaakt van de aanvraagformulieren en inlichtingsbladen die de commissaris-generaal voor toerisme verschaft".

De artikelen moeten dan verderop worden vernummerd.

.../...

Artikel 15.

Terwijl volgens artikel 3 van de wet de door de Koning vast te stellen procedure inzonderheid voor de betrokkene het recht moet waarborgen om gehoord te worden vóór iedere weigeringsbeslissing, wordt dat recht in het ontwerp nergens gewaarborgd. Het ontwerp moet in dat opzicht worden aangevuld.

Luidens het laatste lid van dit artikel komt "de ontstentenis van kennisgeving binnen die termijn neer op een weigering"; hierbij zijn twee opmerkingen te maken.

1. Het gevolg dat het ontwerp aan het verstrijken van de termijn verbindt, is niet overeen te brengen met de verplichting tot motivering van weigeringsbeslissingen. Dat er weigering van vergunning zou zijn alleen maar omdat de termijn verstreken is, is een uithollen van de regel van de motivering, want de commissaris-generaal voor toerisme zou de termijn van negentig dagen gewoon kunnen laten verstrijken, met het gevolg dat de vergunning wordt geweigerd zonder dat hij de redenen daarvan hoeft op te geven.

De motivering van de in dezen te nemen beslissingen is voor de aanvrager een belangrijke waarborg. Volgens het ontwerp zal de commissaris-generaal voor toerisme in feite die waarborg kunnen verlenen of weigeren naargelang hij uitdrukkelijk dan wel stilzwijgend beslist. Die regeling waarborgt niet de rechten van de verdediging, welke de wet in haar artikel 3 heeft willen vrijwaren.

.../...

2. Het gevolg dat verbonden is aan het gemis van kennisgeving binnen de termijn is des te meer aanvechtbaar, daar die formaliteit los staat van de beslissing zelf en niet noodzakelijk afhangt van de overheid die de beslissing heeft genomen (verzuim van een uitvoeringsambtenaar, vertraging bij de post, enz...).

Artikel 16.

Het eerste lid is overbodig, want artikel 1 van de wet zegt al dat niemand de gereglementeerde werkzaamheid zonder vergunning mag uitoefenen. In ieder geval moet het woord "Evenwel" waarmede het tweede lid begint, vervallen.

Artikel 17.

Dit artikel zou vóór artikel 16 moeten komen.

Artikel 18.

Paragraaf 1 van dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"§ 1. In de gevallen bedoeld in artikel 6 van de wet van 21 april 1965 houdende het statuut van de reisbureaus kan de commissaris-generaal voor toerisme, na met redenen omkleed advies van de bevoegde afdeling van het technisch comité, de vergunning schorsen of intrekken bij gemotiveerde beslissing die bij een ter post aangetekende brief ter kennis wordt gebracht".

.../...

Het slot van § 2 leze men als volgt :

"Tevens legt hij de zaak voor aan de bevoegde afdeling van het technisch comité".

Artikel 19.

In verband met het tweede lid moge worden verwezen naar de opmerking bij artikel 15, vierde lid.

Artikel 20.

Voorgesteld wordt, het eerste lid als volgt te lezen :

"De commissaris-generaal voor toerisme bezorgt aan de houder van een vergunning afgegeven overeenkomstig artikel 1, §§ 1 of 2, 1°, van de wet van 21 april 1965, een schild dat eigendom van de Staat blijft en dat dicht bij de ingang voor het publiek zichtbaar op de inrichting moet worden aangebracht.

Er worden zoveel schilden bezorgd als de onderneming bijhuizen telt".

Artikel 21.

Ter wille van de eenvormigheid wordt voorgesteld in dit artikel de woorden van artikel 5, 6°, van de wet te herhalen en derhalve de woorden "dienen vermeld op alle stukken, brieven en reclame van commerciële aard die van de onderneming uitgaan" te vervangen door "moeten worden vermeld op de beroepsdocumenten en in de reclame van de onderneming".

.../...

Artikel 22.

In de tekst onder 1, d, kan het woord "gevraagde" vervallen.

De tekst onder 1, e, kan beter als volgt worden gelezen :

"e) de door een cliënt gestorte fondsen niet te gebruiken voor andere doeleinden dan die van de onderneming en de aan cliënten verschuldigde fondsen zonder verwijl terug te bezorgen".

In de tekst onder 3, a en c, zijn de woorden "de produkten van zijn werkzaamheden" niet geheel dienstig. Met de woorden "zijn werkzaamheden" kan worden volstaan.

Artikel 23.

Het eerste lid bedoelt alleen te herinneren aan het doel van de borgtocht, die volgens de wet uitsluitend bestemd is "tot zekerheidstelling van de beroepsverbintenissen".

Dit lid kan dus vervallen. Het is overigens niet op zijn plaats in een hoofdstuk betreffende het gebruikmaken van de borgtocht. Mocht de Regering toch aan de bestemming van de borgtocht willen herinneren, dan ware het beter te werken met een aanvulling van artikel 9 van het ontwerp, dat dan als volgt kan beginnen :

"Artikel 9.-

De vergunningaanvrager moet het bewijs leveren dat hij een borgtocht heeft gesteld uitsluitend tot zekerheidstelling van zijn beroepsverbintenissen.

De waarde van die borgtocht is vastgesteld als volgt : ...".

.../...

Het tweede lid van artikel 23 zou dan het tweede lid van artikel 24 van het ontwerp worden. De artikelen moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

Artikel 24.

Met inachtneming van de voorgestelde wijzigingen, zou artikel 24 als volgt worden gelezen :

"Van de borgtocht mag alleen gebruik worden gemaakt als betaling van de gewaarborgde schuldvorderingen wordt gevorderd overeenkomstig de volgende bepalingen.

Hij mag echter niet dienen voor het betalen van schuldeisers die reeds een andere waarborg bezitten, binnen de grenzen van die waarborg".

Artikel 25.

Het derde lid van dit artikel leze men als volgt :

"Al die mededelingen moeten bij een ter post aangetekende brief worden gedaan".

Artikel 26.

Aan het slot van § 1 vervange men de woorden "zoals voorgeschreven in paragraaf 2" door "overeenkomstig § 2".

.../...

Het tweede lid van § 1 ware beter op zijn plaats in § 3.

In § 2, tweede lid, zouden de verplichtingen van de hoofdelijke borg beter tot uiting komen als zij algemener en nadrukkelijker werden geformuleerd. Anderzijds wordt voorgesteld, de bepaling betreffende de intrekking van de erkenning over te brengen naar artikel 32 van het ontwerp.

Het tweede lid kan als volgt worden gelezen :

"De hoofdelijke borg beschikt voor de betaling over een termijn van een maand te rekenen van de aangetekende brief van de commissaris-generaal voor toerisme. Hij moet, binnen dezelfde termijn, bij een ter post aangetekende brief, van die betaling kennis geven aan de commissaris-generaal voor toerisme".

Zoals voor het tweede lid van § 1, wordt voorgesteld het derde lid van § 2 in § 3 onder te brengen.

Paragraaf 3 kan dan als volgt worden gelezen :

"§ 3. De commissaris-generaal voor toerisme geeft de schuldeiser kennis van de betaling van de schuldvordering.

In geval van betwisting, deelt hij aan de schuldeiser mede dat hij eventueel zijn rechten op de borgtocht kan uitoefenen door de gewone wettelijke middelen.

.../...

Het geval dat de schuldeiser de betaling tegenspreekt en het geval dat de hoofdelijke borg zijn verplichtingen niet nakomt binnen de in § 2 bepaalde termijn, worden geacht betwistingen te zijn".

Artikel 27.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, heeft de verhoging van het bedrag van de borgtocht met 10 t.h. tot doel,de vergunninghouders de neiging te ontnemen om de borgtocht als een soort van kredietopening te gebruiken.

Die percentsgewijze verhoging van de borgtocht is een sanctie ten opzichte van vergunninghouders die hun verbintenissen niet nagekomen mochten zijn.

Die bepaling heeft geen rechtsgrond : artikel 6 van de wet geeft een beperkende opsomming van de gevallen waarin een administratieve sanctie kan worden opgelegd, overigens bestaande in schorsing of intrekking van de vergunning.

Krachtens artikel 5, 1°, van de wet kan de Koning weliswaar de regelen bepalen betreffende de wijzen van opnieuw samenstellen van de borgtocht, maar hieronder mogen alleen worden verstaan de regelen volgens welke de borgtocht, zoals het bedrag ervan is vastgesteld op grond van artikel 4, 2°, b, van de wet - dit is in artikel 9 van het ontwerp -,opnieuw moet worden samengesteld. Zij mogen niet tot doel hebben het bedrag van de borgtocht naar aanleiding van zijn wedersamenstelling, te doen veranderen volgens een bepaald percentage.

.../...

Artikel 29.

De woorden "van dit besluit" moeten vervallen.

Artikel 30.

Ter wille van de duidelijkheid en de eenvormigheid zou de vermelding die moet voorkomen op de in dit artikel bepaalde stukken, door het besluit zelf moeten worden vastgesteld.

Artikel 30 zou als volgt moeten worden gelezen :

"Iedere bestelbon en iedere factuur uitgaande van een vergunninghouder moet op de voorzijde of op de ommezijde - maar in dat geval moet op de voorzijde een duidelijke verwijzing staan - melding maken van het feit dat zijn beroepsverbintenissen ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 31.

Het laatste lid van het artikel bepaalt dat de borgtocht blijft bestaan "voor de borg der schuldvorderingen ... waarvan de betaling ... gevraagd is geweest ... binnen zes maanden" na de bevrijding van de borgtocht.

Het ontwerp zegt niet dat de datum van die bevrijding openbaar zal worden gemaakt, zodat de schuldeisers in het ongewisse zullen blijven over die termijn.

.../...

Voorgesteld wordt, artikel 31 als volgt te lezen :

"Artikel . . .

§ 1. De borgtocht is bevrijd in de gevallen en op de data die hierna zijn bepaald :

1° in geval van werkelijke en definitieve stopzetting van de werkzaamheden die door de vergunning zijn gedekt : op de dag dat de commissaris-generaal voor toerisme de ter post aangetekende brief ontvangt, waarbij hem kennis wordt gegeven van de stopzetting van die werkzaamheden;

2° als de hoofdelijke borg verklaart zich van zijn verplichtingen te ontdoen : bij het verstrijken van een termijn van drie maanden ingaande de dag dat de commissaris-generaal voor toerisme de ter post aangetekende brief ontvangt, waarbij hem daarvan kennis wordt gegeven;

3° ingeval de erkenning van de hoofdelijke borg wordt ingetrokken : de tiende dag na de verzending van de ter post aangetekende brief waarbij aan de hoofdelijke borg kennis wordt gegeven van de intrekking van de erkenning.

§ 2. De borgtocht blijft bestaan voor het waarborgen van de schuldvorderingen die vóór zijn bevrijding zijn ontstaan en waarvan de betaling is gevorderd overeenkomstig artikel 25, en ten laatste binnen zes maanden na de datum van de bevrijding".

.../...

Artikel 32.

Als de voor artikel 26, § 2, tweede lid, voorgestelde wijziging wordt aangenomen, dient in dit artikel een tweede lid te worden ingevoegd, als volgt :

"De erkenning kan worden ingetrokken, onder meer als de hoofdelijke borg de hem in artikel (26, § 2) opgelegde verplichtingen niet is nagekomen".

In het tweede lid, dat dan het derde wordt, vervange men de woorden "In dit geval" door "Als de erkenning ingetrokken is".

Artikel 34.

Voorgesteld wordt, het eerste lid als volgt te lezen :

"De houder van een vergunning moet ieder jaar de inlichtingen in verband met het toeristisch bedrijf verstrekken welke de commissaris-generaal voor toerisme hem vraagt".

Artikel 36.

Voorgesteld wordt, artikel 36 als volgt te lezen :

"Ingeval artikel (35, § 1) wordt toegepast, zijn van de eisen inzake leeftijd, nationaliteit en beroepsbekwaamheid vrijgesteld :

1. De natuurlijke personen die de werkzaamheid bedoeld in artikel 1, §§ 1 en 2, van de wet van 21 april 1965 houdende het statuut van de reisbureaus hebben

.../...

uitgeoefend gedurende ten minste een jaar vóór de inwerkingtreding van die wet.

2. Als het een rechtspersoon betreft, de met het dagelijks beheer van de onderneming belaste personen die er hun werkzaamheden uitoefenden sedert ten minste een jaar vóór de inwerkingtreding van dezelfde wet".

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, conseiller d'Etat, président,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON,

G. DE LEUZE, greffier adjoint,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : staatsraad, voorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. HOLOYE.